Sur le fédéralisme

[|(II)|]

Mais allons maintenant à l'extrême-sud du continent américain. L'Argentine est une nation constituée en provinces jouissant d'une certaine autonomie, en « territoires » directement placés sous la juridiction du gouvernement « fédéral ». Elle est donc fédéraliste. Or, les fondateurs de ce fédéralisme ont été les troupes du célèbre dictateur Rosas, surnommé Cortacabezas, (coupe-têtes), qui pendant quarante ans, mit le pays à sang et à feu. Ses troupes se composaient de gauchos, et de semi-gauchos, rebelles à l'organisation, au travail, à la discipline et à la culture des villes, particulièrement de Buenos Aires, où se concentrait ce que le pays avait de meilleur en qualité humaine. Par la force des choses et les conditions naturelles du progrès, ces villes prenaient le pas sur la Pampa encore sauvage, que les guerriers de Rosas, haineux contre les Blancs qui venaient d'Europe, parcouraient à cheval, le couteau au côté, le chapeau relevé et les moustaches tombantes, vivant des bêtes qui se reproduisaient librement et qu'ils égorgeaient pour y prélever un simple bifteck.

Ils étaient, eux, les véritables Argentins, les véritables « criollos ». Et le fédéralisme leur apparut comme le moyen de se soustraire à l'organisation d'ensemble, indispensable à une économie et une nation modernes. Leur devise fut « La fédération ou la mort ! ». Montés sur leurs chevaux, ils arrivaient dans les villages et les petites villes, et égorgeaient tous ceux qui n'étaient pas partisans du fédéralisme. Ils s'imposaient, vociférants et menaçants, aux assemblées municipales. Ils ont laissé chez tous les hommes ayant au moins quelque sensibilité un souvenir atroce de dictature sanguinaire, et d'extermination, mais ce fut surtout grâce à eux qu'en fin de compte l'organisation fédéraliste se constitua.

Pendant les douze ans que j'ai vécu dans ce pays, je pus constater que très souvent les gouverneurs de provinces, maîtres dans leur fief, disposant, selon les droits conférés par la constitution nationale, d'un parlement et d'une police propres, mais aussi de leur coterie politique bureaucratique, de leurs hordes partisanes, se comportaient exactement comme des roitelets, des tyrans locaux ou des seigneurs féodaux. C'est sur ces forces que s'appuyaient les grands partis conservateurs, les éléments réactionnaires du pays. Pour une province qui, comme celle de Santa Fe, défendait le libéralisme, il y en avait six ou sept où le traditionalisme ultramontain et les mœurs semi-barbares dominaient. Encore une fois, ce fédéralisme-là ne servait pas la liberté. Des faits semblables sont à enregistrer au Brésil. Et, au fond, ne se conjuguent-ils pas avec la haine, qui ne s'atténue que peu à peu, des « ruraux » contre les citadins, des campagnes encore plongées dans l'ignorance et l'obscurantisme contre les villes, où si souvent le paysan faisait cause commune avec les représentants du passé ?

Plus près de nous, et actuellement, la Belgique nous apporte une preuve supplémentaire du danger que peut représenter le fédéralisme géographique et politique. Dans la région du Nord, les « Flamingants », éléments réactionnaires, aux préjugés religieux trépidants, mènent une campagne inlassable pour obtenir une plus grande autonomie grâce à un plus large fédéralisme. Dans le sud du pays, les Wallons, plus libéraux, et où le socialisme démocrate a la plus large audience, font contrepoids, et s'opposent au fédéralisme séparatiste et sécessionniste des Flamingants. Ceux-ci protestent, au nom de la liberté. Une « liberté » qui ressemble beaucoup à celle de l'école dite « libre » que le clergé français a organisée contre l'école laïque de l'État, afin de soumettre de plus en plus l'enfance, puis le pays, au Vatican.

[|* * * *|]

Dans quelle mesure, du reste, l'organisation fédéraliste par

cantons, par provinces ou par États est-elle une garantie contre l'invasion militaire et l'asservissement politique de toute une nation, arguments de base invoqués par Proudhon ? La Suisse offre le spectacle de cantons pacifiques, se respectant mutuellement, où aucun ne cherche à empiéter sur les autres. Mais d'abord, la configuration géographique du pays se prête à cette division que favorisent les vallées alpines, et les hautes chaînes rocheuses qui divisent entre elles les régions. Ensuite, toutes ces régions réunies ne constitueraient pas une force d'agression capable d'entamer les fortes nations qui entourent la Confédération helvétique. Et puis, d'autres facteurs jouent parfois : ce qu'on appelle le génie politique, par exemple.

Mais quand le champ est ouvert à l'aventure, aux possibilités de domination fructueuse, le comportement peut changer. Témoins Clovis, et sa poignée de guerriers francs saliens, s'imposant par la guerre et les assassinats aux autres tribus, territorialement établies. Il y avait là un fédéralisme de fait, traditionnel chez les Germains. Il disparut pour faire place, en un très court laps de temps, à un centralisme militaire, sinon étatique, qui embrassait une nation entière. Témoin encore Rome, en lutte contre les autres régions d'Italie, les conquérant l'une après l'autre, et imposant aussi son centralisme qu'elle étendit ensuite à presque toute l'Europe sans que nous puissions dire, honnêtement, que sa domination n'ait été que malfaisante. Témoin encore l'histoire du monde arabe au moment de son apogée. Témoin enfin l'histoire de la Confédération germanique, militariste et impérialiste, où la volonté de la Prusse, et de Bismarck, créa les conditions nécessaires pour bouleverser l'Europe [[Auparavant, les tribus et les États germaniques ne se sont-ils pas, maintes fois, mis d'accord pour envahir l'Italie ou d'autres régions d'Europe ? Plus tard, les tribus cosaques feront la guerre pendant des siècles et élargiront l'empire russe jusqu'à la mer du Japon.]]. Le fédéralisme politique n'est donc une garantie de paix que quand les nations sont

faibles, ou qu'il n'y a rien à conquérir.

[|* * * *|]

Ce fédéralisme qui, au fond, n'est pas une création proudhonienne, puisque Proudhon l'a emprunté à la Constitution suisse, ne trouve pas, il faut le reconnaître, que des défenseurs réactionnaires. Dans les faits, ce sont surtout ces derniers qui ont dominé. Mais l'Espagne nous offre l'exemple d'une tendance différente. Son principal théoricien, premier traducteur de Proudhon, fut Pi y Margall, républicain fédéraliste, grande et noble figure, Catalan immensément érudit et président, pendant un très court laps de temps, de la première République espagnole. Le républicanisme fédéraliste s'est implanté surtout en Catalogne et s'est étendu au Pays basque. Il lutte contre le centralisme madrilène. Il prêche l'autonomie des régions, et n'accepte que conditionnellement, dans une mesure qu'il appartient à chacune d'elles de fixer, leur adhésion à la fédération ibérique qui correspondrait à ses desiderata. Naturellement, le droit de sécession figure aussi dans ses revendications.

En y regardant de près, on s'aperçoit que le catalanisme est simplement un nationalisme souvent aigu, et suraigu, auquel adhèrent aussi bien les droites catalanes (dont hier la fameuse LLiga régionaliste qui groupait les potentats de la finance et du capitalisme) que des formations gauches-catalanistes et même un certain nombre d'anarchistes. L'auteur de ces lignes, se trouvant à Barcelone pendant la guerre et la révolution espagnoles, en 1937, entendit Federica Montseny, leader de l'anarchisme, déclarer dans une conférence qu'elle n'était pas fédéraliste au sens où Bakounine l'entendait, mais au sens où l'entendait Pi y Margall. C'est-à-dire, elle préconisait l'autonomie des régions, du point de vue politique et économique, et le respect de la langue de chacune d'elles. Une semaine plus tard, je donnai à mon tour une conférence sur « notre programme reconstructif », et je dus réfuter la thèse de Federica Montseny (qui est, je le répète, celle de beaucoup

d'anarchistes catalans), à la lumière des faits économiques et de l'interdépendance fatale des différentes régions de l'Espagne.

La thèse de l'autonomie régionale conduirait directement l'Espagne à un morcellement dont on avait déjà vu les effets. En plus du gouvernement de Madrid, qui dominait toute la nation, il existait le gouvernement catalan, et le gouvernement basque ; d'autre part, un mouvement autonomiste était né dans la Galice, au nord du Portugal, qui réclamait aussi l'indépendance de cette région, et le droit de n'employer officiellement que le dialecte régional dans l'administration et dans les écoles, et un autre mouvement autonome valencien était aussi apparu. Si, comme le réclamaient les leaders de chacun d'eux, un plébiscite avait eu lieu en Galice et dans la région valencienne, la démagogie politicienne, l'exploitation de l'esprit de clocher, si facile chez tant de populations, auraient assez facilement entraîné la majorité. Et rien ne dit que l'Estrémadure ou l'Aragon n'aurait pas suivi un chemin identique, même si la question linguistique n'avait pas étayé l'argumentation régionaliste.

[|* * * *|]

Or, je me demande ce qu'au point de vue libertaire, ou anarchiste, les peuples gagnent à cette multiplicité et cette juxtaposition de gouvernements, de législations de règlementations, d'impôts et d'autorités ? Et je pense qu'il faut, une fois pour toutes, poser et trancher ce problème : les principes libertaires tendent-ils à l'intégration humaine, à l'unification des peuples à l'échelle planétaire, par la suppression des frontières, et de tous les facteurs qui séparent les hommes et les ont séparés, les dressant les uns contre les autres, les faisant se méconnaître, se mépriser, se haïr et se combattre, ou les principes libertaires tendent-ils à laisser debout ces divisions et ces barrières, et même à les multiplier sous prétexte de fédéralisme ? Le fédéralisme est-il la division de la famille humaine en groupes linguistiques

et raciaux, et en autant de familles ethniques, de sous-nationalismes et de groupements secondaires qu'il y a de régions ? Ou est-il un mouvement de pensée et d'action qui s'efforce d'unir et d'unifier le plus possible les hommes pour en finir avec les haines de tribus primitives, étendues aux régions, puis aux nations, et qui les ont si longtemps déchirées ?

Pour moi, et il en est ainsi pour beaucoup de libertaires, j'opte sans réserve pour l'antirégionalisme politique, – je ne parle pas des danses, des costumes et du folklore ni de la richesse linguistique –, et pour la négation des patries, grandes et petites. Je proclame non seulement l'internationalisme, mais plus encore, afin qu'on ne puisse jouer sur les mots, l'antinationalisme. Et je vais plus loin. Je considère que les rois unificateurs ont, malgré tous les méfaits que l'on peut, à bon droit, leur reprocher, fait œuvre utile en réunissant les provinces et les peuples dispersés, en état permanent d'hostilité.

Je n'ignore rien de leurs exactions, de leur action liberticide et de leurs crimes. Mais je sais, d'autre part que, à travers les siècles et les millénaires, les peuples ont été d'eux-mêmes incapables de briser, ou même de songer à briser les frontières provinciales ou régionales derrière lesquelles, le plus souvent, ils se haïssaient, l'idée de la nation les unissant n'a pas germé chez eux. Elle a germé chez les rois, ou chez des idéalistes (chacun concevant les réalisations avec des moyens différents, et dans des buts différents aussi [[Il est curieux de constater que c'est Napoléon qui transforma, en 1803, la république centraliste suisse en république fédérale. Diviser pour régner.]], chez Louis XI ou chez les membres de la Convention, chez Napoléon ou dans l'âme de ceux qui défilèrent au Champ-de-Mars, pour la fête de la Fédération, et qui voyaient dans cette fédération l'idée d'une France solidaire et indivisible, dans sa marche vers la liberté.

(*à suivre*)

[/Gaston Leval/]